

VOLKER PERTHES

Président exécutif et directeur du Stiftung Wissenschaft und Politik, l'Institut allemand des affaires internationales et de sécurité ; ancien sous-secrétaire général des Nations Unies

Bonjour à tous. Comme je dois partir après cette session, je profite de l'occasion pour remercier Thierry et son équipe d'avoir organisé cette formidable conférence. Par ailleurs, certains des intervenants prévus pour cette session consacrée au Moyen-Orient, à l'Afrique du Nord et au Sahel ont dû partir pour différentes raisons. C'est le cas notamment de Miguel Angel Moratinos, ancien ministre espagnol des Affaires étrangères, que vous avez vu hier sur le panel Amérique latine. Nous devons également faire sans Fathallah Sijilmassi, diplomate marocain et ancien président de l'Union pour la Méditerranée, qui aurait certainement apporté un éclairage intéressant sur la position du Maroc et la coopération dans la région méditerranéenne. Pour des raisons liées à la situation dans son pays, Fareed Yaseen, actuel ambassadeur d'Irak à Washington, a dû rester dans son ambassade afin de conseiller son gouvernement dans la gestion de la situation en Irak.

Nous avons donc un panel restreint mais formidable, composé de quatre intervenants que je vais vous présenter brièvement. Mohamed Ibn Chambas, du Ghana, est actuellement le Représentant spécial du Secrétaire général et Chef du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel. Il possède une grande expérience dans la médiation et le maintien de la paix au sein de l'ONU et de l'UA, car il a également été Représentant spécial conjoint Union africaine-ONU pour le Darfour. Auparavant, il a occupé, entre autres, les fonctions de Président de la Commission de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Ensuite, Memduh Karakullukcu qui est président fondateur du Global Relations Forum (GRF), un important groupe de réflexion en Turquie. Il est ingénieur de formation et économiste, ce qui signifie probablement qu'il sait de quoi il parle, du moins nous l'espérons ! Il nous donnera le point de vue de la Turquie et je pense que sa présence est devenue plus importante encore, au vu des développements de ces derniers jours. Nous avons aussi Abdulaziz Sager, d'Arabie saoudite, fondateur et président d'un groupe de réflexion dans son pays, le Gulf Research Center. Dans les cercles de l'ONU et pour ceux qui s'intéressent à la médiation des conflits, il est également connu pour son rôle de modérateur de la réunion de l'opposition syrienne à Riyad, qui avait pour objectif la mise sur pied d'une délégation unifiée pour représenter l'opposition aux pourparlers de paix. Il n'y a pas eu de pourparlers de paix à l'époque, mais nous avons au moins la délégation. Et enfin, Dong Manyuan, vice-président de l'Institut chinois d'études internationales, spécialiste du Moyen-Orient et qui, entre autres, a exercé des fonctions à l'ambassade de Chine à Ankara, si je ne m'abuse.

Avant de lancer le débat avec mes confrères d'abord, puis avec vous dans la salle, permettez-moi de planter un peu le décor. L'Afrique de l'Ouest, le Sahel, l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient constituent une vaste région qui s'étend de l'Atlantique au golfe Persique ou à l'océan Indien si vous préférez. Si nous devons trouver un titre pour caractériser la situation dans cette vaste région, ce serait probablement « la dissolution de l'ordre » ou « la dissolution de l'ordre à différents niveaux ». En effet, dans nombre d'États de la région, on observe une dissolution au niveau de l'État, que ce soit en Libye, au Mali, en Syrie ou au Yémen : l'ordre est ébranlé par la guerre civile, la guerre ou la faiblesse de l'État qui a sapé les institutions et les relations sociales. Nous assistons également à une dissolution de l'ordre au niveau régional en raison de la désintégration ou du mauvais fonctionnement de certaines des organisations régionales mises sur pied au cours des dernières décennies. Il y a ici au Maghreb une organisation dénommée Union du Maghreb arabe, mais je ne pense pas qu'elle fonctionne très bien. Le Conseil de coopération du Golfe a été ébranlé par des conflits entre les États membres et que dire du rôle de la Ligue arabe ! La seule organisation saine parmi les organisations régionales semble être l'Union africaine, mais nous en discuterons peut-être plus tard.

Certains diraient que l'ordre normatif dans la région est sapé par la guerre civile, les troubles et la façon dont les gouvernements traitent leur population. Un ordre normatif qui certes a toujours été difficile, mais qui repose sur une tradition séculaire de coexistence des cultures. Or, il est aujourd'hui remis en question dans quelques États ou dans certaines parties de cette région.

D'un point de vue géopolitique ou stratégique, l'équilibre des puissances n'est pas stable, mais mouvant. Il n'y a pas d'hégémonie régionale, et on assiste à diverses luttes pour une hégémonie sous-régionale. On observe également un niveau élevé d'ingérence militaire ou hybride dans les États de la région en Syrie, en Irak, au Yémen, en Libye et au Sahel, par des acteurs régionaux et internationaux. Il me serait difficile de les mentionner tous, mais l'Iran et Israël en font certainement partie, avec l'Arabie saoudite, le Qatar, les États-Unis, la Russie, certains États européens et quelques autres. Paradoxalement, et c'est probablement un sujet dont nous voudrions discuter, la polarisation régionale, les luttes pour l'hégémonie, la non-coopération, les guerres civiles et la faiblesse des États et des institutions ont ouvert très largement cet espace aux influences et aux acteurs extérieurs. En même temps, et je pense que c'est un paradoxe, la situation dans cette région a rendu les acteurs internationaux beaucoup plus hésitants à s'engager de manière durable. C'est vrai pour les Européens qui ont essayé par le passé de s'engager dans des processus de transformation à long terme tels que le Processus de Barcelone, l'Union pour la Méditerranée, le Voisinage Sud, appelez-les comme vous voulez, ou même dans le processus de paix au Moyen-Orient, un nom que certains Européens persistent à vouloir utiliser. C'est vrai aussi pour les États-Unis qui étaient bien entendu connus pour leurs garanties de sécurité à long terme, sur lesquelles les acteurs pouvaient s'appuyer. Cependant, tout cela est actuellement remis en cause, au même titre que l'engagement transformateur des Européens.

Je voudrais tenter une expérience en demandant à mes quatre amis ici présents de répondre par oui ou non aux questions suivantes en 30 secondes. Ma première question est celle-ci : la région se porterait-elle mieux, serait-elle moins polarisée et plus pacifique s'il y avait eu moins d'ingérence internationale ? En d'autres termes, devrions-nous laisser les États de la région se débrouiller seuls, comme l'a indiqué le Président Trump dans l'un de ses tweets ? Les États et les sociétés de la région devraient-ils se débrouiller seuls et s'en porteraient-ils mieux ?

Mohamed Ibn Chambas

Dans le cadre de l'action de la CEDEAO notamment, la région de l'Afrique de l'Ouest et du Sahel se portent plutôt bien, grâce au soutien positif de partenaires dont ils bénéficient pour renforcer plusieurs domaines dans lesquels la CEDEAO tente de créer une approche régionale forte. Cette approche a un triple objectif : la croissance économique, l'intégration régionale et la gouvernance. Dans tous ces domaines, la région a en effet établi des partenariats solides avec les Nations unies et l'UE par exemple, mais aussi avec le grand Moyen-Orient. Cependant, les nouvelles menaces qui pèsent sur la région, en l'occurrence le terrorisme et l'extrémisme violent, si on considère qu'elles ont une certaine dimension extérieure, sont assurément négatives. Par conséquent, la région se porterait mieux sans ce genre d'impact négatif extérieur.

Volker PERTHES

Merci pour cette déclaration claire. Nous allons entrer dans les détails dans un instant. Memduh, vous représentez ici la Turquie pour le meilleur ou pour le pire, que vous souhaitez ou non être un représentant de votre pays aujourd'hui, vous êtes Turc de naissance me semble-t-il. La région se porterait-elle mieux s'il y avait moins d'ingérence extérieure ?

Memduh KARAKULLUKCU

L'ingérence est un mot à manier avec précaution. Plutôt que de parler d'ingérence, nous pourrions parler d'engagement constructif. Je pense que la région se porterait mieux avec un engagement constructif des parties extérieures, à condition que celles-ci, en particulier l'UE et les États-Unis, s'adaptent aux nouvelles réalités de la configuration du pouvoir tant au niveau international que régional. Je voudrais développer ce point, mais c'est impossible en 30 secondes, donc peut-être pourrions-nous y revenir.

Volker PERTHES

Bien. Abdulaziz, pensez-vous que la région se porterait mieux sans ingérence extérieure ?

Abdulaziz Othman bin Sager

Vu le type de politiques que les États-Unis mettent en œuvre dans la région, lesquelles manquent fortement de cohérence, et la position des autres puissances, je pense que nous serions plus heureux sans cette ingérence. Ce dont nous avons besoin, c'est d'un engagement beaucoup plus constructif de leur part, et non l'engagement destructeur que l'on observe actuellement.

Volker PERTHES

Si je résume les réponses des trois intervenants régionaux, il faut plus d'engagement mais moins d'ingérence, ou une autre forme d'engagement. Dong Manyuan, il se trouve que vous êtes le seul représentant international ici puisque les intervenants européens ou américains sont absents, alors qu'en pensez-vous ? Quel est le point de vue de la Chine, à Pékin ? Est-ce qu'il vaut mieux plus d'ingérence ou moins d'ingérence ?

DONG Manyuan

Tout d'abord, je suis tout à fait d'accord avec mes deux confrères, nous devrions remplacer le terme « ingérence » par « engagement » ou « coopération ». Je pense que le terme « coopération » convient mieux que le terme « ingérence ». Personnellement, je suis optimiste quant à l'avenir du Moyen-Orient ou de l'ensemble de la région MENA car, premièrement, tous les pays et les peuples de la région partagent les espoirs de paix, de stabilité et de prospérité. Deuxièmement, neuf ans après ce que l'on appelle Printemps arabe, les peuples de la région se rendent compte qu'ils en ont assez des turbulences, des guerres et des conflits et qu'ils souffrent même de la montée du terrorisme international et de l'extrémisme. Ils espèrent que cette situation ou ce scénario prendra fin le plus rapidement possible. En fait, même si la région MENA connaît de fortes turbulences, je pense que la majorité des pays se concentrent encore sur leur développement économique intérieur.

Volker PERTHES

Merci. Je vous demanderai, dans un petit moment, quel est le rôle spécifique de la Chine, mais avant écoutons nos trois intervenants qui travaillent dans la région et en sont originaires.